

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME

ÉLABORATION ET PROCÉDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Précisez l'intitulé précis de la procédure engagée : – PLU ou carte communale ? – élaboration, révision, modification, mise en compatibilité, etc ?	Modification avec enquête publique du PLU de la commune de Souzy

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	Pas concerné
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	Pas concerné

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	Mairie de Souzy
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Montée du Bourg 69610 SOUZY Tél. : 04 74 70 05 17 mairie@souzy.fr
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?

Oui	Non	<i>Si oui, indiquez la date d'approbation du document et précisez si une procédure de révision du SCoT est en cours</i> <i>Si non, indiquez si un projet de SCoT est en cours</i> SCOT des Monts du Lyonnais approuvé le 11 Octobre 2016
-----	-----	--

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?		
Oui	Non	<p><i>Si oui, précisez sa date d'approbation et s'il a fait l'objet ou non d'une évaluation environnementale</i> <i>Si votre projet concerne une révision allégée ou une modification de ce document d'urbanisme, précisez quelle est la nature des évolutions et joignez en annexe les documents actuels (plan de zonage et règlement AVANT et APRÈS évolution)</i></p> <p>La commune de Souzy est couverte par un PLU approuvé le 14 Décembre 2017. Ce PLU n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.</p> <p><u>Nature des évolutions</u> : - Adapter le règlement de la zone agricole (A) et de la zone naturelle (N) pour préciser les conditions d'emprise au sol et de densité des extensions et des annexes des bâtiments d'habitation non liés à une activité agricole conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme. En effet, les articles A2 et N2 du règlement approuvé autorise déjà les extensions et les annexes en zone A et N mais sans préciser les conditions d'emprise au sol et de densité de ces constructions. Néanmoins les conditions de hauteur et d'implantation ont bien été fixées pour la construction d'extension et d'annexe des habitations existantes en zones A et N. Les conditions de hauteur pour les extensions et les annexes des constructions à usage d'habitation ont été fixées dans l'article N10 du règlement approuvé et il convient de les retranscrire également dans les articles A2 et N2 pour faciliter la lecture. Les conditions qui accompagnent l'autorisation des annexes et des extensions pour les habitations existantes dans ces zones étant fixées dans l'article 2 du règlement de ces zones, il convient aussi de les rappeler dans les articles 8 et 9 du règlement des zones A et N relatifs à « l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété » et à « l'emprise au sol des constructions ».</p> <p>Le zonage n'est pas impacté par la procédure de modification avec enquête publique.</p> <p>En conclusion, il ne s'agit pas de permettre les extensions et les annexes qui étaient déjà autorisées dans ces zones mais de compléter les conditions prévues par l'article L.151-12 du code de l'urbanisme notamment en matière d'emprise au sol et de densité des extensions et des annexes des bâtiments d'habitation non liés à une activité agricole en zone A et N . Les conditions introduites par la procédure de modification n'ont pas pour effet de faire évoluer les possibilités de construction en zone A et N mais de respecter le cadre législatif.</p>

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?	
Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	796 habitants au recensement INSEE de 2015
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	Superficie de 5,09 km2 environ
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	La modification ne vise pas à permettre la réalisation d'extensions et d'annexes déjà autorisées en zone A et N. Elle permet seulement de compléter les conditions prévues par l'article L.151-12 du CU en matière d'emprise au sol et de densité des extensions. Ce conditionnement porte sur la zone A (280,35ha) et N(115 ha)

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles.

Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet

PLU		
ZONES	SURFACES (en ha)	%
Urbaines		
UA	3,40	0,67
UB	15,00	2,95
UI	19,10	3,75
UIb	1,90	0,37
Ulc	5,10	1,00
UH	5,70	1,12
UE	0,64	0,13
Sous-total	50,84	9,99
A urbaniser (logements)		
1AU	1,80	0,35
Sous-total	1,80	0,35
A urbaniser (activités)		
1AUI	5,20	1,02
Sous-total	5,20	1,02
Agricoles		
A	280,35	55,08
As	11,33	2,23
Sous-total	291,68	57,30
Naturelles		
N	115,00	22,59
Nj	0,70	0,14
Nc	34,90	6,86
Nzh	1,00	0,20
Nco	7,88	1,55
Sous-total	159,48	31,33
TOTAL	509,00	100,00
EBC	27,4	

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

Cette procédure ne prévoit pas de grandes orientations d'aménagement mais elle vise seulement à compléter les dispositions prévues par l'article L.151-12 du code de l'urbanisme notamment en matière d'emprise au sol et de densité des extensions et des annexes des bâtiments d'habitation non liés à une activité agricole en zone A et N. Ces évolutions ne compromettent pas les orientations du PADD du PLU, à savoir :

- promouvoir un développement urbain tout en maîtrisant l'espace
- préserver l'économie locale
- assurer la gestion et la qualité des équipements du territoire
- dessiner un réseau viaire pour les modes de déplacement
- préserver les richesses naturelles et paysagères
- assurer une gestion durable du territoire face aux préoccupations environnementales

Le PADD et les Orientations d'Aménagement et de Programmation ne sont pas modifiés par la présente procédure.

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

Par exemple :

- de manière générale (élaboration/révision) : perspectives de développement démographique, économique, touristique, d'équipements publics ou autre selon la nature de votre projet
- de manière plus ciblée (élaboration/révision et procédure d'évolution ponctuelle) : ouverture et/ou fermeture à l'urbanisation de certains secteurs, réduction d'une zone agricole, d'une zone naturelle, d'un espace boisé classé ou autre, création d'une UTN, autre (précisez notamment l'objectif de la déclaration de projet ou de la modification) ?

La modification vise à adapter le règlement de la zone agricole (A) et de la zone naturelle (N) pour préciser les conditions d'emprise au sol et de densité des extensions et des annexes des bâtiments d'habitation non liés à une activité agricole conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme. Les extensions et les annexes étaient déjà autorisées en zone A et N mais le règlement ne précisait pas les conditions d'emprise au sol et de densité (les conditions liées à l'implantation et à la hauteur étant déjà fixées dans le PLU approuvé). Cette procédure doit permettre au règlement de respecter les conditions de l'article L.151-12 du code de l'urbanisme.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

Oui	Non	Si oui, précisez les caractéristiques de cette UTN en application de l'article R122-8 du code de l'urbanisme (description de la nature du projet et de ses dimensions avec, le cas échéant, la surface de plancher créée)
		La procédure n'est pas concernée par un UTN

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?

	oui	non	Le cas échéant, précisez :
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :	+		-la CDPENAF sera obligatoirement consultée conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme -conformément aux dispositions des articles L.132-7 et 132-9 seront consultées pour avis l'ensemble des personnes publiques associées prévues par le code de l'urbanisme.
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		+	Le projet ne fera pas l'objet d'une enquête publique conjointe avec une autre procédure.

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...

	oui	no n	Le cas échéant, précisez
Les dispositions de la loi Montagne ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270		+	Le projet ne concerne pas ce point Pour information , la commune de Souzy appartient à la zone de montagne du massif central.
Les dispositions de la loi Littoral concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection_du_zonage_«_Loi_Littoral_»		+	Le projet ne concerne pas ce point
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux		+	(Pour information : la commune est concernée par un

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	<i>oui</i>	<i>no n</i>	Le cas échéant, précisez
(SAGE) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/			SDAGE du Bassin Rhône Méditerranée)
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	+		ScoT des Monts du Lyonnais, Communauté de Communes des Monts du Lyonnais

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?
Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone
La procédure d'évolution concerne les zones A et N où il s'agit de compléter les conditions d'emprise au sol et de densité des annexes et des extensions des habitations existantes. Pour information, les annexes et les extensions étaient déjà autorisées dans le PLU approuvé. Si les conditions d'implantation et de hauteur étaient déjà fixées dans le règlement, les conditions de densité et d'emprise au sol ne l'étaient pas. Cette procédure vise à être conforme avec l'article L.151-12 du code de l'urbanisme qui prescrit que « dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13 , les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l' article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ».

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	<ul style="list-style-type: none"> • Commune de centralité urbaine • Commune péri-urbaine de première couronne • Commune péri-urbaine éloignée • Pôle de vie au sein d'un espace péri-urbain • Pôle rural ou centre-bourg dans un espace rural • Commune rurale • Autre : (précisez)
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez : NON	
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	Le projet ne concerne pas ce point

4.1 Présentation de votre projet	
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ? Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	Le projet ne concerne pas ce point
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	Le projet ne concerne pas ce point La procédure n'impacte pas les logements vacants de la commune. Pour information, selon l'INSEE en 2015, la commune compte 20 logements vacants
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	<i>Rétention foncière = pourcentage de l'espace qui a une forte probabilité de ne pas être mis sur le marché</i> Le projet ne concerne pas ce point La procédure n'applique pas de taux de rétention foncière.
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	Le projet ne concerne pas ce point La procédure ne prévoit pas d'ouvrir des zones à urbanisation
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	Le projet ne concerne pas ce point
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en oeuvre	
<p>Précisez, par exemple, le cas échéant et selon l'état d'avancement de votre projet :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les secteurs potentiellement ouverts à l'urbanisation : dents creuses, centre bourg ou centre urbain dense, extension 2. la répartition envisagée entre type de logements : logements individuels, logements semi-collectifs, collectifs 3. des actions envisagées pour diminuer la vacance des logements ou réhabiliter le parc existant 4. les phasages envisagés : zones U, 1AU ou 2AU et les conditions d'ouverture à l'urbanisation 5. les objectifs de densité 6. la nature des hébergements ou équipements envisagés dans le cadre d'une UTN 	
<p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p>Cette procédure n'a pas pour objectif de permettre un nouveau développement urbain sur la commune. Aucune consommation nouvelle d'espaces non urbanisés ne sera permise par cette procédure.</p> <p>Conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme, elle permet seulement d'encadrer les conditions d'emprise au sol et de densité des extensions et des annexes des habitations existantes déjà autorisées dans le PLU. Cet ajustement du règlement au cadre législatif n'a pas d'impact notable quant à la préservation des activités agricoles et des enjeux environnementaux et paysagers sur la commune.</p>	
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Pas concerné
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	Pas concerné
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	Pas concerné
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT: <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	Pas concerné
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?	Pas concerné

4.1 Présentation de votre projet

Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)

Pas concerné

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?	+		<p><i>Si oui, précisez le type d'agriculture concernée (par exemple : pâturage, maraîchage, verger, céréales, etc.) et indiquez si ces terres font l'objet d'un classement (par exemple SCoT, IGP, AOP, AOC...).</i></p> <p><i>Si votre (vos) commune(s) a (ont) fait l'objet d'un diagnostic agricole, joignez-le en annexe</i></p> <p>La procédure vise à compléter les conditions d'emprise au sol et de densité des annexes et des extensions en zone A et N conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme (les conditions liées à l'implantation et à la hauteur étant déjà fixées dans le PLU approuvé). A savoir que les extensions et les annexes étaient déjà autorisées dans le PLU approuvé. La procédure ne crée donc pas de droits à construire mais permet d'encadrer davantage des constructions existantes conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme.</p> <p>Les typologies de cultures agricoles à Souzy sont : -les céréales (13,4%) -blé tendre (10,5%) -autres (25,7%) -Mais, fourrage et ensilage (18,9%) -superficie toujours en herbe (31,5%)</p> <p>L'agriculture est assez diversifiée. Dans la vallée, il s'agit principalement de cultures céréalières tandis que sur les coteaux, l'élevage est plus présent. Sur le plateau, élevage et cultures se côtoient. En 2010, la commune compte six exploitations agricoles.</p> <p>Les terres agricoles ne font pas l'objet d'un classement particulier.</p> <p>La commune n'a pas fait l'objet d'un diagnostic agricole.</p>
Des espaces boisés ?		+	<p><i>Si oui, précisez le type d'espace concerné (forêt domaniale, forêts exploitées, forêt de protection, ... ?)</i></p> <p>Pas concerné</p>
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?	+		<p><i>Précisez les protections appliquées à ces secteurs (ex : zone A ou N où la constructibilité est encadrée, EBC, mise en œuvre de l'article L151-23 ou de l'article L151-19 du code de l'urbanisme, ...)</i></p>

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers

			<p>La procédure vise à encadrer davantage la construction des annexes et extensions autorisées en zone A et N en précisant les conditions d'emprise au sol et de densité (l'implantation et la hauteur étant déjà encadrées dans le PLU approuvé).</p> <p>Pour information, le PLU approuvé a repéré des EBC et des haies bocagères au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.</p> <p>Le PLU prévoit une zone Nzh liée à la présence de zones humides et une zone naturelle écologique Nco. La procédure ne crée pas de nouvelles constructions dans ces zones. De plus, aucune habitation existante ne se trouve dans ces zones.</p>
--	--	--	---

Complétez si nécessaire

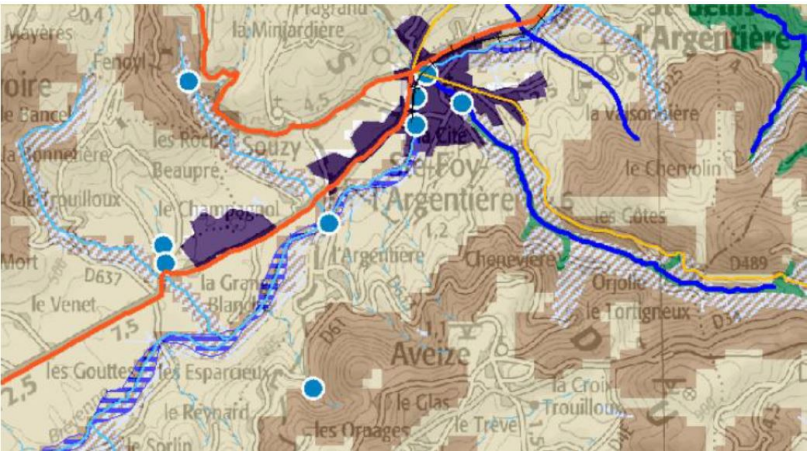
4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité

Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.dataragouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		+	<p><i>Expliquez, par exemple en annexe, si votre projet peut avoir des incidences sur ces sites Natura 2000 ou non et pourquoi. Si vous avez déjà réalisé une évaluation d'incidences Natura 2000, joignez-la en annexe.</i></p> <p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p>La commune n'est pas concernée par une zone Natura 2000. Aucune zone natura 2000 ne se trouve à proximité immédiate de la commune. Pour information, un site Natura 2000 - directive habitat – SIC est localisé dans la commune de Viricelles (soit à 5 km de la commune de Souzy)</p>
Un parc naturel national ou régional ?		+	Pas concerné
Une réserve naturelle nationale ?		+	Pas concerné
Un espace naturel sensible ?		+	Pas concerné
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? http://carto.dataragouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		+	Pas concerné
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? http://carto.dataragouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		+	Pas concerné
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?		+	<p>Le projet ne concerne pas une ou des zones humides.</p> <p><i>(information à l'échelle de la commune et non du</i></p>

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
			<i>projet : 3 zones humides issues de l'inventaire départemental :</i> - 69CG692524 BELLEVUE - 69CG692577 LES COMPTES - 69CG690533 ZONE HUMIDES LES COMPTES)
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? https://www.eaurmc.fr/ https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html		+	Pas concerné
Complétez si nécessaire			

4.4 Continuités écologiques			
Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?	Oui	Non	<i>Si oui, quel sont les enjeux identifiés sur votre commune ?</i> A l'échelle de la commune et non du projet, le ScoT des Monts du Lyonnais fait une analyse des continuités vertes et des corridors écologiques dans le rapport de présentation. Il est indiqué que sur le ScoT des Monts du Lyonnais, le SRCE n'identifie pas de corridors d'enjeux régionaux. En revanche, l'ensemble des Monts du Lyonnais apparaissent en premier lieu comme un cœur de nature disposant de milieux favorables à la faune. Outre les milieux naturels remarquables, les boisements et surtout les abords des cours d'eau apparaissent comme des lieux particulièrement adaptés au passage de la faune. Le ScoT invite à préserver ce maillage bleu et vert pour profiter à la biodiversité et à la qualité du cadre de vie. Le Document d'Orientations du SCOT donne des prescriptions générales en matière de continuités écologiques à l'ensemble du territoire couvert par le ScoT : <ul style="list-style-type: none"> - Préserver et remettre en bon état les corridors écologiques pour assurer et garantir la fonctionnalité écologique du territoire et les continuités paysagères - Favoriser les continuités de la trame bleue comme corridor aquatique et capital premier du paysage - Préserver les espaces de nature ordinaire afin de garantir une perméabilité du territoire
	+		

4.4 Continuités écologiques

			<p>aux déplacements de la faune et affirmer son caractère rural</p> <p>Le Document d'orientations du SCOT identifie plus spécifiquement un corridor écologique d'échelle Monts du Lyonnais au niveau de la limite entre Souzy et la Sainte Foy l'Argentière. Il est prescrit que toute urbanisation nouvelle est interdite dans les corridors écologiques locaux à l'exception et sous conditions les éléments mentionnés pour les corridors d'échelle Monts du Lyonnais, auxquels s'ajoutent des bâtiments et installations nécessaires à des activités liées loisirs verts et au tourisme. Ce secteur est actuellement classé en zone naturelle du PLU et ne présente aucune habitation existante. La procédure n'a pas pour objet de prévoir de nouvelles constructions dans cette zone.</p>
<p>Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>			<p><i>Par exemple, mentionnez les réservoirs de biodiversité, corridors diffus ou les espaces perméables, corridors linéaires ou corridors thermophiles</i></p> <p>Le SRCE n'identifie pas de corridors d'enjeux régionaux à préserver ni à remettre en bon état sur la commune de Souzy ou à proximité immédiate. La carte du SRCE montre qu'il y'a une perméabilité moyenne et un espace de mobilité et espace de bon fonctionnement des cours d'eau à préserver ou à remettre en bon état.</p> 

4.5 Paysage, patrimoine bâti

<p>Site classé ou projet de site classé ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		+	Pas concerné
<p>Site inscrit ou projet de site inscrit ?</p> <p>http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>		+	Pas concerné
<p>Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?</p>		+	Pas concerné
<p>Éléments majeurs du patrimoine ?</p>		+	

4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		+	Pas concerné
http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/			Pas concerné
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		+	Le Document d'Orientations du SCOT identifie une vue à préserver « bas de l'église » qui borde le bourg historique du sud à l'ouest de la commune. La présente procédure a pour objet de mieux encadrer les extensions et les annexes déjà autorisées en zone A et N en termes de densité et d'emprise au sol conformément à l'article L,151-12 du code de l'urbanisme. Ces extensions et ces annexes sont autorisées dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. La procédure va donc dans le sens d'une préservation des perspectives paysagères.
Complétez si nécessaire			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		+	Le projet ne concerne pas ce point <i>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : DUP des captages du Martinet situés à SAVIGNY autorisant le pompage dans la nappe alluviale de la rivière la Brèvenne, par le Syndicat Intercommunal des Eaux de la Brèvenne et création de zones avec servitudes autour des pompages.</i> <i>Périmètre de protection éloignée constitué d'une bande de 150 mètres de part et d'autre de la Brèvenne et de ses principaux affluents)</i>
Autres captages prioritaires ?		+	Pas concerné
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?		+	Le projet ne concerne pas ce point <i>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : Les modifications apportées n'introduisent pas de nouveaux droits à construire. Aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure. Par conséquent, les ressources en eau telles que définies en relation avec le projet de PLU approuvé en 2017 restent suffisantes)</i>
Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ?			Le projet ne concerne pas ce point <i>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : Les modifications apportées n'introduisent pas de nouveaux droits à construire. Aucun nouveau</i>

4.6 Ressource en eau			
http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/			développement urbain n'est permis par cette procédure. Par conséquent, le système d'assainissement des eaux usées tel que défini en relation avec le projet de PLU approuvé en 2017 restent suffisantes)
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire?			<p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : Aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure qui vise simplement à préciser les conditions d'emprise au sol et de densité des extensions et des annexes des bâtiments d'habitation existants en zone A et N, conformément à l'article L.151-12 du code de l'urbanisme. Par conséquent, aucun besoin nouveau substantiel ne sera créé par la présente procédure. Le règlement prévoit par ailleurs que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toute construction doit être raccordée au réseau public de collecte des eaux pluviales. - les constructions nouvelles devront être accompagnées d'un dispositif de récupération des eaux pluviales, de type citerne. - Toutefois, en l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les eaux doivent être évacuées directement vers un déversoir, sans que le débit de fuite après projet n'excède le débit de fuite avant-projet, ou être absorbées en totalité sur le tènement)
Complétez si nécessaire			
4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués :base de données BASOL ? http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		+	Pas concerné
Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ? http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=		+	<p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : Pour rappel, aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</p> <p><u>Le site RHA6900112</u></p> <p>Libellé activité : Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres / Etat d'occupation du site : Ne sait pas / Site géolocalisé : pas de géocalisation)</p>

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		+	<p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p><i>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : A l'ouest, la commune présente une zone naturelle de carrière (Nc) liée à la carrière de Brûlevent. Cette carrière présente un projet d'extension qui ne présente pas d'impacts négatifs, compte tenu de sa localisation dans un site peu habité et peu fréquenté. Dans cette zone, seules sont autorisées les constructions et occupations du sol liées et nécessaires à cette activité.</i></p> <p>Pour rappel, aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure)</p>
Complétez si nécessaire			

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?		+	<p><i>Exemple : inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts, industriels, technologiques, miniers, cavité...</i></p> <p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p><i>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : Pour rappel, aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</i></p> <p><i>Souzy est couvert par le PPRNi (Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation) de la Brévenne et de la Turbine approuvé le 22/05/2012. Le PPRi a fait l'objet d'une modification le 15 Janvier 2014. La rivière Brévenne, qui traverse la commune de Souzy selon un axe Nord-Est / Sud-Ouest, est sensible aux crues. La dernière forte crue date de 2008. Ces risques sont encadrés par le Plan de Prévention des Risques Naturels qui interdit notamment toute nouvelles constructions à destination d'habitation en zone rouge ou les conditionne en zone bleue.</i></p> <p><i>Souzy est concernée par le risque géologique (mouvement de terrain et retrait gonflement des argiles). Ces risques sont encadrés par des prescriptions traduites dans le règlement.</i></p> <p>Souzy est couvert par le Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) approuvé le 06/01/2017. Ces risques sont</p>

4.8 Risques et nuisances			
			encadrés par le PPRM.)
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?		+	<p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation de la Brévenne et de la Turbine approuvé le 22/05/2012 – Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) approuvé le 06/01/2017)
Nuisances ?		+	<p><i>Exemple :sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i></p> <p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : Pour rappel, aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure.</p> <p>Les sources de bruit sur le territoire sont limitées. Les points fixes générateurs de bruit sont peu nombreux et se limitent essentiellement à la carrière de Brûlevent, en particulier lors des tirs de mines.</p> <p>Souzy est plus exposée au bruit d'origine « mobile » (circulation automobile, etc.) bruit assez continu durant la journée. Le bruit généré par la RD 389 peut être qualifié de fort. En effet, la RD 389 est classée en voie de catégorie 4 (voir plus haut).</p> <p>Autre point de susceptible d'entraîner des nuisances : la voie ferrée. La Gare est située sur la commune de Saint Foy l'Argentière, en revanche une partie des voies de stockage des trains est située sur le territoire communal de Souzy. La gare et la voie ferrée sont au cœur d'un bourg à cheval sur les deux communes, produisant ainsi des nuisances sonores. Signalons que cette gare ne fonctionne plus à ce jour.</p> <p>En matière de pollutions lumineuses qui restent mineures, elles sont liées au traitement de matériaux de la carrière. L'éclairage « professionnel » débute dès 4 heures du matin. Un éclairage de la zone de stock est réalisé pour des raisons liées à la sécurité du personnel (zone de chargement des camions, zone d'alimentation des trémies).</p>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		+	<p>Le projet ne concerne pas ce point</p> <p>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : Arrêté préfectoral N° 2009-3437 relatif au classement sonore de la RD 389 en date du 02/07/2009 qui classe la voie en catégorie 4.</p> <p>Pour rappel, aucun nouveau développement urbain n'est permis par cette procédure)</p>
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire		+	<i>Si oui, précisez : gare, réseau de transport en commun, etc...</i> Le projet ne concerne pas ce point <i>(Pour information à l'échelle de la commune et non du projet : La commune comporte 2 points de ramassage scolaire sur la RD 489 à l'entrée et à la sortie du bourg (desserte Lycée de Feurs). Ces arrêts sont fréquentés quotidiennement à raison d'un aller-retour en période scolaire. Six lignes régulières de cars départementaux transitent par le bourg de Souzy : - Ligne 543 : Haute Rivoir-L'Arbresle - Ligne 551 : Villechenève –Ste Foy l'Argentière - Ligne 571 : St Clément les Places- Chazelles sur Lyon - Ligne 578 : Ste Foy l'Argentière –Feurs - Ligne 592 : Souzy- St Laurent de Chamousset - Ligne 608 : Meys – Ste Foy l'Argentière)</i>
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		+	Pas concerné
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ? Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?		+	Pas concerné
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		+	Pas concerné
Complétez si nécessaire			

5. Annexes (rappel)

<p>Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte :</p> <p>– pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ;</p> <p>– pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)</p>		
Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet	Le projet de dossier envisagé pour la réunion	<input type="checkbox"/>

modifiant un PLU	d'examen conjoint	
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	<input type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input type="checkbox"/>

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date : Lieu :	NOM PRENOM SIGNATURE
------------------------------------	---

ANNEXE 1

Contacts

Identification de la personne ressource, en charge du suivi du dossier Vous indiquerez ici les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	
Contact au service technique ou du bureau d'étude par exemple	Madame DUONG Catherine
Coordonnées nécessaires pour vous joindre : adresse, téléphone, courriel	catherine.duong@2br.fr 04 37 49 87 38 582 allée de la Sauvegarde 69009 LYON